



2013

Une année riche en évènement pour l'Afrique Australe

par Joseph Ngwawi

LE RIDEAU tombe sur une autre année riche en évènements pour l'Afrique Australe durant laquelle la région a remporté quelques succès majeurs en termes d'intégration régionale et de consolidation d'une stabilité politique évasive.

Ce fut une année durant laquelle la SADC s'est embarquée dans le processus de recalibration de ses objectifs d'intégration comme faisant partie des efforts pour réaligner le programme de développement de la région avec des dynamiques globales émergentes.

Cela inclut la révision du plan directeur de développement sur 15 ans – le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) – afin de garantir que les objectifs soient réalistes et plus gérables.

Un processus indépendant de révision du RISDP fut complété au cours de l'année, avec la version finale du rapport provisoire des consultants présentée au 33^{ième} Sommet Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC tenu à Lilongwe, Malawi en août.

Le processus de révision est en court et sera terminé en 2014.

Selon la révision indépendante à moyen terme exécutée à ce jour par le Centre d'Études pour le Développement et le Commerce (Trades), une réexamination de la plupart des objectifs et protocoles de la

SADC est nécessaire afin de les aligner avec les nouveaux défis et problèmes émergents affectant l'intégration régionale.

Les États Membres de la SADC ont signé 27 traités et plusieurs déclarations, chartes et protocoles sur divers sujets, allant du commerce, exploitation minière, finance et investissement, aux drogues illégales, sylviculture et gestion des cours d'eau communs.

La majorité des 27 protocoles a été ratifiée et mise en vigueur. Il fut noté que ce processus n'a pas de plan d'action qui permette une approche systématique de la mise en place des protocoles aux niveaux régional et national.

La plupart des protocoles n'ont pas d'obligations mais des principes, rendant difficile la mise en vigueur des instruments.

Dans les cas où les obligations sont claires, ils ne sont pas mesurables, réalistes et réalisables et n'ont pas de périodes définies.

Un autre domaine du plan d'intégration régionale qui demande de l'attention sont les mécanismes de mise en place et de coordination, notamment les Commissions Nationales non-fonctionnelles de la SADC et l'absence d'une plateforme pour l'engagement politique entre le Secréariat de la SADC et les participants non-étatiques tels que les groupes de réflexion régionaux, le secteur privé et les organisations non-gouvernementales.



POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
ÉNERGIE	6-7
CHANGEMENT CLIMATIQUE	8-9
HYDROLOGIE	10
TRAFIC HUMAIN	11
COOPÉRATION	12
PAIX & SÉCURITÉ	13
ÉLECTIONS	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

2013 Une année riche en évènement pour l'Afrique Australe

Les résultats de la révision à moyen terme du RISDP furent présentés dans le cadre d'un atelier de validation tenu à Johannesburg, Afrique du Sud en juillet où il fut convenu d'un plan d'action pour le processus dans le but de compléter l'exercice de révision.

Le plan d'action est supposé mener à la soumission finale du projet révisé au 34^{ème} Sommet de la SADC prévu au Zimbabwe en août 2014.

Une équipe de travail à multiple-partenaire, y compris les représentants du Secrétariat de la SADC, les États membres et les participants non-étatiques, fut instaurée pour exécuter les recommandations de l'équipe indépendante de révision.

Joyce Banda, Présidente du Malawi assumait la présidence en rotation de la SADC après Président Armando Guebuza du Mozambique durant le Sommet de Lilongwe.

Elle déclara la réduction de la pauvreté comme priorité de sa fonction, promettant de soutenir les politiques et les programmes visant à améliorer les secteurs agricoles et ruraux.

Promettant de "rapprocher" la SADC de ses populations, Banda a déclaré qu'elle viserait à mettre fin à la violence contemporaine, délibérée et sauvage de la pauvreté et au sous-développement" durant l'année à venir.

"Afin de gagner cette guerre... nous devons promouvoir des politiques inclusives. Pour ce, nous ne pouvons nous permettre de négliger les jeunes. Nous ne pouvons nous permettre d'abandonner les femmes. Nous ne pouvons nous permettre de laisser les pauvres s'occuper des pauvres," déclare Banda dans son discours d'investiture.

Elle a promis de promouvoir les politiques et programmes agricoles tels que les services supplémentaires efficaces et les contributions abordables qui ont la capacité de promouvoir le développement rural et de relancer la sécurité alimentaire.

Le thème durant sa fonction est "Développement Agricole et Agro-Industries: Essentiels à la Croissance Économique et à l'Éradication de la pauvreté."

Un autre jalon important achevé durant l'année fut l'aboutissement de la transition de la direction au Secrétariat de la SADC au Botswana, avec une nouvelle équipe désormais en place pour mener le programme d'intégration régionale.

La nouvelle direction du Secrétariat de la SADC est dirigée par le Secrétaire Général, Dr Stergomona L. Tax de la République Unie de la Tanzanie qui sera secondée par Dr Thembinkosi Mhlongo de l'Afrique du Sud et Emilie Ayaza Mushobekwa de la République Démocratique du Congo (RDC).

Dr Tax fut nommée et investie de ses fonctions en tant que secrétaire général durant le Sommet du Malawi, remplaçant Dr Tomaz Augusto Salomão du Mozambique qui a servi son maximum de deux mandats de quatre ans.

Avant sa nomination comme secrétaire général de la SADC, elle fut secrétaire permanent au Ministère Tanzanien de la Coopération de l'Afrique de l'Est depuis 2008.

Dr Mhlongo fut nommé nouveau secrétaire général adjoint responsable de l'intégration régionale durant une Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de la SADC tenue fin octobre à Lilongwe.

Il remplace l'ingénieur angolais João Caholo dont le mandat s'est terminé en octobre après avoir servi au Secrétariat de la SADC les huit ans maximum convenus pour les positions de direction.

Un autre évènement majeur durant l'année fut la Conférence sur l'Investissement dans l'Infrastructure Régionale de la SADC tenue au Mozambique en juin.

L'Afrique Australe a présenté son projet de développement d'infrastructure

de plusieurs milliards de dollars aux investisseurs potentiels.

Ses projets sont contenus dans le Plan Cadre de Développement d'Infrastructure Régionale - un projet directeur de 15 ans qui guidera l'exécution des projets d'infrastructure transfrontalière entre 2013 et 2027.

En ce qui concerne la situation politique de la région, l'Afrique australe est le témoin de développements positifs au sein de la République Démocratique du Congo (RDC), de Madagascar et du Zimbabwe.

Ceci inclut la signature d'un traité de paix par le gouvernement de la RDC et les rebelles qui ont mené une insurrection dans l'est du pays depuis 2012.

La RDC a glissé dans des troubles politiques au début de l'année lorsque les rebelles anti-gouvernementaux auto-baptisés Mouvement du 23 Mars ont envahi et assiégé la ville de Goma, causant le déplacement de la population et la perte de vies et de biens.

L'année 2013 a été le témoin de la conclusion réussie de négociations politiques avec l'intervention de la SADC au Zimbabwe.

Les zimbabwéens ont voté pour la nouvelle Constitution dans un referendum tenu en mars, un développement marquant qui a façonné la destinée du pays.

L'adoption de la nouvelle Constitution a pavé la voie pour tenir des élections harmonisées au Zimbabwe, organisée plus tard en juillet, et sanctionnée comme paisibles et crédibles par les 573 membres de la mission d'observation de la SADC.

Suite à des années de médiation de la SADC, Madagascar a tenu son premier scrutin d'élections présidentielles en octobre d'où il n'est pas ressorti de vainqueur immédiat et dont le deuxième tour aura lieu le 20 décembre.

L'ancien Ministre de la Santé - Jean-Louis Robinson - et l'ancien Ministre des Finances - Hery Rajaonarimampianina -



ont mené le premier tour des élections présidentielles avec 21 et 16 pourcent des votes, respectivement, mais ont échoué à gagner suffisamment de votes pour une majorité immédiate.

Le vainqueur remplacera Andry Rajoelina, un ancien disc-jockey qui a renversé l'ancien président, Marc Ravalomanana lors d'un coup soutenu par l'armée en 2009.

L'année 2013 a également vu la mise en vigueur du Protocole SADC sur la Parité des sexes et le Développement suite à la ratification par les deux-tiers obligatoires de la majorité des États Membres.

Les objectifs du Protocole sont de contribuer à l'habilitation des femmes, éliminer la discrimination, et parvenir à la parité des sexes et l'égalité par le biais de législation, politiques, programmes et projets favorables à la problématique des sexes.

Les objectifs incluent, entre autres, l'accomplissement des 50 pourcent de représentation par les femmes et les hommes dans le domaine politique et de prise de décision d'ici 2015, conformément à la décision de l'Union Africaine.

Avec une année pleine désormais passée, la SADC peut désormais envisager une autre année 2014 potentiellement dramatique, la dernière année de bilan sur les gains sociaux et économiques avant la date butoire de 2015 des Objectifs de Développement du Millénaire initiés par l'ONU. r

La région est sur le point de terminer la révision politique

LA SADC est sur le point de finaliser le processus de calibrage de son programme d'intégration en accord avec les dynamiques globales et les diverses questions émergentes qui influencent sa trajectoire de développement.

La région s'est embarquée dans les phases finales d'un processus commencé en 2011 pour réviser le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP), son plan directeur de développement de 15 ans.

Suite à une recommandation par le Conseil des Ministres, le Secrétariat de la SADC a établi une équipe de travail composée de représentants du Secrétariat, tous les États Membres, et les participants essentiels pertinents.

L'équipe de travail à multiple participants est censée exécuter les recommandations d'une révision indépendante du RISDP qui fut conclue cette année.

L'équipe de travail est expressément requise de proposer de nouvelles priorités, des domaines principaux focaux, des repères, des contributions, des objectifs et des délais pour le reste de la période d'exécution du RISDP.

L'équipe de travail devra envisager et recommander toutes autres stratégies et cadres d'exécution pouvant renforcer l'exécution du RISDP; et suggérer de nouvelles politiques, stratégie, et innovations institutionnelles

pour la période post-2018 après la complétion du plan de développement.

L'équipe est supposée préparer un sommaire de recommandations clés et de priorités pour la finalisation du RISDP et de les présenter au Conseil pour délibération et entérinement d'ici août 2014.

L'équipe de travail est censée commencer à travailler en janvier 2014 et terminer sa tâche d'ici juin de la même année.

La révision du RISDP fait suite à une révision similaire d'un autre plan SADC, le Plan Stratégique Indicatif pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, populairement désigné par l'acronyme SIPO.

Lancé en République Unie de la Tanzanie en novembre 2012, il est prévu que le SIPO Révisé aborde certaines des nouvelles difficultés sévissant dans la région, l'Afrique et le monde. Il décrit les interventions pour la paix et la sécurité régionales couvrant cinq secteurs – politique, défense, sécurité de l'état, sécurité publique et police.

Le premier SIPO identifiant les stratégies et activités fut adopté en 2003 pour une mise en oeuvre étalée sur cinq ans. Les discussions sur la révision du plan ont commencé en 2007.

La révision du SIPO fut rendue nécessaire par les problèmes émergent des dynamiques géopolitiques et globales, mais également de

mécanismes de coordination inadéquats et d'une pénurie de ressources humaines et financières pour une exécution appropriée.

Parmi les nouveaux problèmes cités figurent le piratage, le changement climatique, le trafic humain, l'immigration illégale et la récession économique.

Les problèmes spécifiques, en plus de la pauvreté, sont la détérioration de la situation dans la Région des Grands Lacs,

notamment le conflit sévissant dans la partie est de la République Démocratique du Congo.

Le SIPO devra être révisé à cinq ans d'intervales afin de garantir une réponse adéquate au changement de l'environnement géopolitique, et la pertinence des objectifs, stratégies et activités dans divers secteurs, ainsi que de renforcer la supervision des mécanismes, ressources humaines et structures. r

Révision du partenariat SADC-PCI

LA SADC et ses Partenaires Coopérants Internationaux (PCIs) ont re-examiné un pacte de 2006 qui établit le cadre de leur coopération.

La Déclaration de Windhoek sur le Nouveau Partenariat entre la SADC et les PCIs, signée par les deux parties dans la capitale namibienne en avril 2006, a recommandé, entre autres, l'instauration d'un dialogue efficace entre les deux parties.

La Déclaration réclame l'établissement de groupes thématiques en tant que plateforme pour attirer l'attention sur des priorités spécifiques de la SADC sur une base sectorielle. Il a été envisagé que les groupes thématiques fourniraient une opportunité de rassembler les ressources vers la réalisation des principales priorités de la SADC.

Cependant, une révision de la Déclaration de Windhoek initiée pas la SADC et l'Union Européenne en 2012 a recommandé le renforcement de la plateforme de dialogue SADC-PCI dans le but de faciliter un dialogue renforcé et plus stratégique, tout en adhérant aux priorités et intérêts de la SADC et des PCIs.

La révision a recommandé que tous les groupes thématiques sectoriels de la SADC aient des termes de référence précis et des plans d'action.

La révision a noté qu'étant donné le nombre croissant d'initiatives visant les divers secteurs, les groupes thématiques sont confrontés aux difficultés de garantir la coordination efficace et la consolidation des efforts par les PCIs vers le programme commun.

Quatre questions principales ont été sélectionnées comme étant particulièrement importantes pour l'efficacité des engagements de partenariats. Ceux-ci inclut:

- Garantir que la SADC ait la propriété et la direction des initiatives financées par les bailleurs et que les PCIs alignent au mieux leurs interventions aux stratégies de mi-mandat de la SADC et aux plans d'entreprise;
- La nécessité de renforcer les liens entre les stratégies de développement régionales et des états membres, et un meilleur alignement entre les efforts nationaux et régionaux dans le but d'aborder des priorités;
- La nécessité de renforcer la qualité et la durabilité des structures de dialogue entre la SADC et les PCIs; et
- La stratégie de partenariat SADC-PCIs devrait intégrer d'autres cadres entre les deux parties sur la base d'un engagement bilatéral et d'un consensus et position globaux et continentaux. r

Fonctions du groupe de travail de révision du RISDP

LES FONCTIONS principales du groupe de travail sont de:

- Examiner les recommandations du bureau d'évaluation et de la révision à mi-mandat du RISDP;
- Formuler le "Rapport Final Révisé du RISDP (2014-2018)", qui sera soumis au Conseil pour plus d'orientation durant sa réunion d'août 2014;
- Consolider les contributions de groupe de sessions, prendre en compte les priorités pour le reste du RISDP, et développer une stratégie pour la mise en oeuvre du plan de développement pour la période 2014 à 2018. r



ZLE Tripartite: une réalité à portée de main

par Kizito Sikuka

LES TROIS Communautés Économiques Régionales en Afrique prévoit de signer un accord en 2014 afin d'établir un marché élargi couvrant 26 pays en Afrique de l'est et australe.

La "grande" ou Zone Tripartite de Libre Échange (ZLE), avec une population combinée de 600 millions de personnes et un Produit Interne Brut d'environ US\$1 trillion, couvre la moitié des états membres de l'Union Africaine et compte relancer le commerce intra-régional, le volume d'investissement, et la promotion du développement d'une infrastructure régionale commune.

L'objectif fut fixé il y a seulement cinq ans par le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC.

Depuis le Sommet Tripartite historique en octobre 2008 à Kampala, Ouganda, le COMESA-EAC-SADC a fait des

progrès importants vers la réalisation de ce rêve: ouvrir les frontières de pratiquement la moitié du continent, englobant la totalité des régions australe et est de l'Afrique – du Cap au Caire.

Le Président du Groupe de Travail Tripartite, Dr Richard Sezibera a indiqué que les négociations progressent conformément à un délai convenu, et que les consultations seront bientôt terminées, pavant la voie pour le lancement de la ZLE Tripartite.

"Des progrès considérables ont été accomplis et des négociations se sont intensifiées afin de garantir que nous scellions l'Accord Tripartite de Libre Échange d'ici juin 2014," déclare Sezibera, qui est également le Secrétaire Général de l'EAC, lors de la session tripartite tenue en novembre à Arusha, République Unie de la Tanzanie.

Ses homologues, Dr Stergomena Tax de la SADC et Dr Sindiso Ngwenya du COMESA ont promis de faire en sorte que les négociations tripartites soient réussies.

Les négociations en cours impliquant le COMESA-EAC-SADC sont suivies avec assiduité par l'UA tandis que d'autres régions veulent apprendre de cette expérience.

La vision de longue date de l'Afrique depuis 1963 lors de la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), aujourd'hui UA, est d'avoir une région unifiée et intégrée.

Dans le cadre du Traité de la Communauté Économique Africaine signé en 1991, l'Afrique vise à établir une zone de libre échange d'importance continentale, et des accords commerciaux régionaux tels que la ZLE Tripartite sont considérés comme composantes de base.

Une fois opérationnelle, la ZLE Tripartite deviendra un nouveau jalon pour une intégration régionale et continentale plus approfondie en Afrique.



Procédures homogénéisées pour les produits à travers la région SADC afin de relancer le commerce intra-régional

Selon un plan détaillé adopté en juin 2011, les négociations pour la ZLE Tripartite seront menées en trois phases –phase préparatoire, phase un et phase deux.

À ce jour, le Forum de Négociation Commerciale Tripartite (FNCT) a terminé la phase préparatoire qui nécessite l'échange d'informations pertinentes, y compris les tarifs nationaux appliqués et les données et mesures commerciales.

Il était destiné à garantir l'adoption des termes de référence et des règles de procédure pour l'établissement du FNCT. Cette phase a débuté décembre 2011 et a duré 12 mois.

Les négociations tripartites scellent la phase un, qui couvrent les problèmes de fond de la ZLE sur la libéralisation des tarifs, les règles d'origine, les procédures douanières et la simplification de la documentation des douanes, les procédures de transit, les barrières non-tarifaires, les recours commerciaux et autres obstacles techniques au commerce et résolution de dispute.

La facilitation de la circulation d'entrepreneurs au sein de la région est en négociation parallèlement à la première phase.

La dernière phase de négociations est supposée bientôt commencer et couvrira les services de vente et les questions relatives au commerce telles que les droits à la propriété intellectuelle, la politique de compétition, et le développement et la compétitivité commerciale.

Conformément au plan détaillé, toutes les négociations devraient être terminées dans les 36 mois. Par la suite, le COMESA-EAC-SADC lancera une seule ZLE d'ici 2016, s'appuyant sur les ZLEs déjà en place. L'inauguration finale de la ZLE élargie aura pour résultat la

fusion des trois sous-régions en une seule ZLE avec pour but d'établir prochainement une Union Douanière unique. r

Vers la circulation libre de produits à travers la SADC



LA SADC a fixé les objectifs de la révision et de l'exécution des procédures de transit régional pour les produits ainsi que l'établissement des données d'échange et d'interconnectivité parmi les autorités douanières.

Les États Membres sont supposés compléter la révision et la mise en place du Système SADC de Gestion de Transit d'ici juillet 2014.

Le Système de Gestion de Transit fut développé par la SADC comme instrument d'harmonisation et standardisation des procédures appliqués sur les produits en transit à travers la région afin de relancer le commerce intra-régional.

Cependant, en raison des divers obstacles telles qu'une infrastructure technologique médiocre, la plupart des pays n'utilisent pas le système, d'où la nécessité de le réexaminer.

Il est anticipé que l'établissement d'échange de données et d'interconnectivité parmi les administrations douanières de la SADC sera terminé d'ici décembre 2014.

Cela garantira entre autres choses une comptabilité efficace et efficace pour les produits et les revenus; une déclaration simplifiée et efficace des produits; une production de données commerciales fiables; et une meilleure gestion de risque et application des douanes. r



Dr Sindiso Ngwenya,
Secrétaire Général du
COMESA

Dr Stergomena L. Tax,
Secrétaire Général de la
SADC



Dr Richard Sezibera,
Secrétaire Général de la
Communauté de
l'Afrique de l'Est

La construction du Pont de Kazungula commencera en 2014

par Kizito Sikuka

LA CONSTRUCTION tant attendue du Pont Kazungula qui connectera le Botswana et la Zambie au dessus du fleuve du Zambèze commencera en mars 2014.

Le Président du Botswana, Seretse Khama Ian Khama déclare dans son discours à la nation que l'achèvement est prévu d'ici 2018.

Le Pont Kazungula est une artère importante de transport

pour la région de l'Afrique Australe. Le pont est construit à la confluence des rivières du Zambèze et Chobe, environ 65km en amont des Chutes Victoria.

Le projet, estimé à plus de US\$160 millions, comprend le pont principal qui mesure environ 750m et 2 980m pour l'embranchement.

Le pont sera unique du fait qu'il aura un poste frontière inclusif. Une initiative de poste frontière inclusif vise à faciliter un commerce plus rapide et la

libre circulation de produits et services à travers les frontières.

Dans le cadre du projet, les voyageurs sont enregistrés une seule fois pour passer dans un autre pays contrairement à la situation actuelle où les voyageurs doivent être sanctionnés des deux côtés de la frontière.

Ce développement est largement attendu afin d'aborder les questions de retards, qui sont souvent subis à la majorité des postes frontières

ainsi que de promouvoir la libre circulation des produits grâce à l'élimination de procédures opérationnelles aux frontières souvent perçues comme "restrictives".

Il y a quelques années, la SADC a approuvé le projet du Pont Kazungula afin de faciliter le commerce intra-régional. Cependant, plusieurs obstacles ont entravé le processus d'exécution.

Par exemple, la construction du pont, impliquait initialement le Zimbabwe, enjambant au dessus des eaux territoriales du pays, mais un nouveau lieu fut identifié après des consultations extensives, quelques mètres en amont en Namibie.

D'autres obstacles incluaient la relocation de la route et du pont de chemin de fer à partir de la section plus courte au Zimbabwe en amont de la Namibie, et l'escalation des coûts de financement d'un tel projet régional.

Une fois terminé, le pont a pour but d'encourager et soutenir le développement économique régional et d'intensifier l'intégration parmi les États Membres.

Il réduira les coûts de transport des marchandises, et l'impact sur d'autres secteurs économiques tels que le tourisme.

De plus, le pont est supposé réduire la pression sur le système de transport en Afrique australe.

Par exemple, les ferries étaient utilisés pour traverser la rivière, causant des retards pour les transporteurs et ayant un impact négatif sur le commerce régional.

La construction du pont est largement financée par les partenaires coopérants tels que l'Agence de Coopération Internationale du Japon et la Banque Africaine de Développement. Cependant, il est requis du Botswana et de la Zambie qu'ils contribuent une partie des fonds vers la construction. r



Un ponton de transbordeur à travers le fleuve du Zambèze entre le Botswana et la Zambie

Cinq pays de la SADC vont raviver le corridor de Beira

CINQ PAYS de la SADC ont intensifié les efforts pour raviver le Corridor de Beira dans le but de relancer le commerce et intensifier l'intégration régionale.

Initialement associant le Mozambique et le Zimbabwe, le Corridor de Développement de Beira est désormais élargi pour inclure la République Démocratique du Congo, le Malawi et la Zambie de manière à garantir que les bénéfices soient partagés à travers la région.

Inclu dans le projet, figure le développement de l'infrastructure. C'est à dire la rénovation du port de Beira ainsi que la construction et la réparation des artères routières dans les cinq pays partenaires.

Une étude de faisabilité pour le terminal du cargo dans l'arrière pays a depuis été complétée et les travaux commenceront bientôt.

Une étude de grande portée sur la ligne de chemin de fer Sena/Machipanda reliant le Malawi et le Mozambique a également été finalisée.

Le Zimbabwe prévoit de construire un nouvel oléoduc partant de Savanna au Mozambique afin d'augmenter la capacité du pipeline existant.

Le nouvel oléoduc acheminera environ 10 millions de litres de carburant par jour comparé à celui en place, qui a la capacité mensuelle de transporter 130 million litres.

Il est prévu de construire un second pont à Tete au Mozambique.

Un accord de concession a déjà été signé pour la construction du pont à travers le Zambèze en aval de l'actuel pont Samora Machel à Tete.

L'accord de concession inclut la construction des artères d'accès. Par exemple, la réhabilitation de l'autoroute Mutare-Harare-Bulawayo-Plumtree au Zimbabwe est presque terminée.

Le développement du Corridor de Développement de Beira inclura également la modernisation d'infrastructure frontalière existante au Poste Frontière Forbes entre le Mozambique et le Zimbabwe. Un poste frontière inclusif est également prévu à la même frontière. r

CONFRONTÉE À la tâche redoutable de combler le déficit d'approvisionnement en électricité qui a affecté la région depuis 2007, l'Afrique australe prend des mesures afin de garantir l'auto-suffisance énergétique.

Plusieurs initiatives sont poursuivies par les États Membres de la SADC afin de ne pas rater l'objectif régional qui est de parvenir à l'auto-suffisance d'ici 2019. La région est actuellement confrontée à la capacité d'une pénurie de plus de 7 000 megawatts.

Dans ce numéro, Afrique Australe Aujourd'hui souligne certaines de ces initiatives.



Vers un équilibre de l'offre et de la demande en électricité régionale

Signature du Traité du projet du Grand Inga

L'AFRIQUE DU SUD et la République Démocratique du Congo ont signé un traité crucial sur le projet hydroélectrique du Grand Inga.

Il pave la voie pour la construction de la centrale hydroélectrique tant attendue qui est censée commencer en octobre 2015.

Le projet Inga possède la capacité de générer plus de 40 000 megawatts (MW) d'électricité, suffisamment pour combler le gros des besoins de la totalité de la région de la SADC.

La RDC et l'Afrique du Sud exécutent le projet d'énergie ensemble avec d'autres partenaires coopérants.

Initialement, la construction d'une centrale hydroélectrique était censé impliquer trois autres pays de la SADC - Angola, Botswana et Namibie - dans ce qui a été baptisé projet du Corridor Ouest de l'Énergie (WESTCOR).

Cependant, en raison de divers obstacles, le projet WESTCOR ne s'est pas matérialisé.

Prenant la parole durant la cérémonie de signature du traité en octobre, le Président sud-africain, Jacob Zuma expliqua que cet accord était une étape importante vers la concrétisation du rêve longtemps chéri du peuple de l'Afrique australe.

"Je me dois d'exprimer ma satisfaction et mon enthousiasme concernant les progrès prenant place pour la concrétisation du Projet Hydroélectrique du Grand Inga," déclara t-il.

"Cette incroyable prouesse d'ingéniosité humaine, lorsque terminée, aura la capacité d'alimenter l'Afrique en énergie et d'effectivement exporter de l'électricité au-delà du continent."

Il déclara que l'Afrique du Sud était extrêmement fière de travailler si étroitement avec la RDC pour réaliser ce rêve.

"Il représente l'un des projets les plus ambitieux jamais entrepris sur le continent africain, un projet qui sera longtemps un symbole éclatant de l'ascension de l'Afrique et de sa population."

Le projet du Grand Inga cherchera à exploiter le potentiel hydroélectrique du fleuve Congo, l'un des fleuves le plus long de l'Afrique sous-Saharienne.

La pose de "la première pierre" de la centrale d'énergie est prévue en octobre 2015. La construction est censée être exécutée en plusieurs phases.

La première phase impliquera la construction d'Inga III Low-Head, qui aura une capacité de 1 800MW et ne requiert pas l'endigage du fleuve Congo.

La phase suivante - baptisée l'Inga III High-Head - ajoutera 3 000MW supplémentaires et impliquera la construction du barrage du Grand Inga.

Cinq autres centrales hydroélectriques sont supposées être construites sur le même barrage, éventuellement augmentant sa capacité



La proposition du projet Inga remplira les besoins en électricité de la région SADC

cumulative d'environ 40 000 MW.

Lorsque terminé, le Grand Inga surpassera le projet hydroélectrique des Trois Gorges de Chine en tant que projet hydroélectrique le plus grand au monde.

Le financement du projet du Grand Inga provient de plusieurs

investisseurs qui incluent la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, la Banque Européenne d'Investissement et la Banque de Développement de l'Afrique Australe. r

La SADC adopte l'initiative C-3E

L'AFRIQUE DU Sud a été chargée de défendre l'Initiative SADC de l'Éducation sur l'Énergie Non-polluante et l'Habilitation (C-3E) visant à responsabiliser les femmes à contribuer au processus de prise de décision impliquant la compréhension de produits et technologies relatifs à l'énergie renouvelable.

L'Initiative SADC C-3E fait partie de l'initiative globale inaugurée durant la première Session Ministérielle sur l'Énergie Non-polluante tenue à Washington DC, États Unis, en juillet 2010.

L'évènement a rassemblé les ministres de 20 pays et a créé un forum pour habiliter les femmes à contribuer à l'énergie non polluante et à participer activement à la révolution de l'énergie non-polluante.

L'Afrique du Sud a été choisie pour lancer l'initiative en Afrique et a déjà un programme C-3E actif en place.

Les ministres responsables du développement de l'énergie et de l'électricité dans la SADC ont adopté l'initiative C-3E durant leur réunion en début d'année en tant que projets phares et ont chargé l'Afrique du Sud de soutenir le programme dans la région.



Le Forum habilite les femmes à contribuer à l'énergie



ÉNERGIE AUSTRALE

Régionale d'ici 2019



Finalisation de l'accord des participants du ZiZaBoNa

UNE COMMISSION d'avocats d'affaire du Zimbabwe, Zambie, Botswana et Namibie ont convenu de la structuration d'un interconnecteur de transmission d'électricité connectant les quatre pays de l'Afrique australe.

La Commission des avocats d'affaire du ZiZaBoNa s'est réunie en septembre à Windhoek, Namibie afin de finaliser l'Accord des Participants.

Dans le cadre de l'accord, les services publics respectifs du domaine de l'énergie des quatre pays posséderont des actionnariats égaux et sont tous censés financer des portions du projet situées au sein de leurs frontières nationales.

La capacité initiale de l'interconnecteur de transmission sera de 300 megawatts (MW), qui passera plus tard à 600MW.

Le projet sera exécuté en deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120-kilomètre de ligne à 330 kilovolt à partir de la Centrale d'Énergie de Hwange aux Chutes Victoria où la centrale de mise en route sera construite sur le territoire zimbabwéen. Cette ligne s'étendra à la sous-station de Livingstone en Zambie.

La seconde phase impliquera la construction d'une ligne de 300km à 330kV allant de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, en passant par Pandamatenga au Botswana.

L'interconnecteur Zimbabwe-Zambie sera construit en tant que ligne haute tension avec une capacité de transmission de 430kV. Cependant, il fonctionnera comme ligne de 330kV durant la première phase. r



Rôle crucial des mini-réseaux pour améliorer l'accès à l'électricité

Système de mini-réseaux à l'étude

L'ASSOCIATION RÉGIONALE d'Électricité de l'Afrique Australe (RERA) est en cours de développer un système de mini-réseaux pour améliorer l'accès à l'électricité dans la région.

Le président de la RERA, Phindile Baleni a annoncé lors d'une récente session du Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC tenue au Botswana que l'assistance technique pour le développement du système a commencé en janvier de cette année et est supposé se terminer fin décembre.

La région SADC est confrontée à des obstacles majeurs pour parvenir à améliorer l'accès aux services d'énergie moderne.

Les études montrent que l'accès général des foyers à l'électricité dans la région demeure constamment bas – aussi bas que 14 pourcent dans certains états membres. Plus singulièrement, le taux d'électrification pour les foyers ruraux est aussi bas que 3-4 pourcent dans plusieurs pays.

Il est généralement convenu que seule une extension du réseau ne suffira pas pour satisfaire au besoin d'électrification.

Le développement de mini-réseaux est censé jouer un rôle important pour améliorer l'accès à l'électricité dans la région. Cela exigera le développement d'une politique de soutien, de structures règlementaires et institutionnelles.

La RERA avec le soutien du Secrétariat de la SADC a travaillé avec le Programme Afrique-UE de Coopération pour l'Énergie Renouvelable (RECP) dans le but de développer des conditions favorables aux mini-réseaux en employant la production renouvelable et hybride en Afrique australe.

L'objectif du projet est d'encourager le développement de politiques favorables au renforcement des conditions du systèmes pour les mini-réseaux sur la base de systèmes renouvelables ou hybrides parmi les membres de la SADC.

De telles politiques faciliteront l'investissement par les participants publics et privés dans les mini-réseaux de la région SADC.

La mise en place de la structure sera gérée en Namibie et au Zimbabwe. r

L'objectif de l'initiative C-3E est de connecter et inspirer les femmes à activement participer à la révolution de l'énergie propre et à contribuer à la création de nouvelles technologies.

L'initiative exige surtout de pallier à la disparité des sexes dans le secteur de l'éducation en faisant la promotion de l'étude des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques par les femmes et les filles.

Il est envisagé que le programme C-3E permette aux femmes de contribuer à l'avancement des

techniques d'économie de l'énergie en apprenant aux membres de leurs familles à adopter des mesures qui limitent la consommation d'électricité.

Certaines des activités déjà poursuivies en Afrique du Sud pour inspirer les femmes à participer au programme incluent de connecter les jeunes femmes avec des pairs, des mentors et des modèles dans le domaine de l'énergie renouvelable; ainsi que l'apport de bourses d'étude ou stage en entreprise pour poursuivre des études relatives à l'énergie non-polluante. r



Des femmes à l'énergie non-polluante



La planète se réchauffe, mais de l'ONU manque d'urgence



Par Eglina Tauya et Neto Nengomasha

LES NOUVEAUX rapports globaux sur le changement climatique ont confirmé que la planète se réchauffe rapidement en raison des activités humaines, mais les négociateurs en climatologie ont été critiqués pour leur manque d'urgence sur la question.

Il y a eu très peu de progrès aux négociations de l'ONU sur la climaticque tenues récemment à Varsovie, Pologne, visant à négocier un accord non-contraignant sur le changement climatique sous l'égide de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC).

Bien que les négociations de début novembre se soient conclues par un plan d'action afin d'établir un nouveau traité global d'ici 2015, il y avait très peu d'optimisme que cela pourrait provoquer un vrai changement dans la dynamique puisque les pays clés qui continuent de pomper les pseudo "gaz de serre" dans l'atmosphère montrent peu d'inclinaison à changer leurs habitudes.

Ils offrent plutôt une compensation en espèce pour "mitiger" l'impact sur les pays du sud en développement, qui subissent l'impact malgré le fait qu'ils contribuent peu au problème.

Les accords globaux n'ont pas vraiment pour but d'aborder les causes de changement climatique, mais de fournir des arrangements financiers visant à aider les pays en voies de développement à "s'adapter" aux changements.

Le langage d' "intentions" est utilisé, plutôt que d'engagements, et l'Agence de Presse Reuters a rapporté dans son reportage sur les négociations de la Pologne que près de 200 pays ont gardé l'espoir d'un accord en 2015 après avoir surmonté des disputes sur la réduction des émissions de gaz de serre et d'aide aux nations les plus pauvres, la réunion fut "largement critiquée pour manque d'urgence".

En attendant, les organisations principales globales & régionales ont publié des comptes-rendus expliquant que la planète se réchauffe, les niveaux des eaux montent, et qu'il est très probable qu'aucuns ne sont des phénomènes naturels.

L'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) affirme que 2013 a été l'une des années la plus chaude et qu'il est "virtuellement certain" que les humains sont les catalyseurs des changements potentiellement dévastateurs.

L'OMM, chargée de collecter des données météorologiques globales, explique dans sa déclaration annuelle sur le Statut 2013 du Climat Global, que la moyenne globale des températures à la surface des terres et des eaux cette année est de 0,48° C supérieure à la moyenne de celle de 1961 à 1990.

Les neuf premiers mois de cette année furent aussi chauds qu'en 2003, et plus chaud qu'en 2011 et 2012. Les deux années les plus chaudes enregistrées à ce jour furent en 1998 et 2010.

"Toutes les années les plus chaudes, le furent depuis 1998 et cette année encore une fois cette tendance sous-jacente à long terme continue," explique le secrétaire exécutif de l'OMM. "Les années les plus froides sont maintenant plus chaudes que celles d'avant 1998."

L'OMM a également noté que les niveaux globaux des eaux sont à un record plus élevé et ont augmenté de 3,2mm par an depuis que les satellites ont commencé à enregistrer ces données en 1993.

L'Océan Arctique a récupéré de son bas niveau enregistré en 2012, mais 2013 figure encore parmi les années où la banquise globale était à son niveau le plus bas.

Le Mont Kilimanjaro dans la partie nord de la République Unie de la Tanzanie, souvent considéré comme le baromètre du changement climatique de l'Afrique, a perdu presque toute sa fameuse couverture enneigée, impactant sévèrement sur son écosystème et la communauté agricole environnante qui compte sur son eau fraîche et abondante.

La zone totale couverte par les neiges du Mt Kilimanjaro a décliné par six fois, de 12 kilomètres carré en 1900 à deux km² en 2000.

L'évidence du changement climatique est grandement visible dans la disparition des glaciers sur les montagnes près de l'équateur en Afrique de l'est où les glaciers sont trouvés sur deux autres montagnes en plus du Kilimanjaro - les montagnes de Rwenzori à l'est de l'Ouganda, et le Mont Kenya au Kenya.

Plus de 50 pourcent de ces glaciers ont disparu, tandis que les plus grands glaciers, en particulier sur le Kilimanjaro, ont été fragmentés.

Les cinq pourcents prévus de diminution de la pluviométrie en raison du changement climatique affectera la population et toutes formes de faune et flore, y compris les plantes et les animaux, d'après le dernier rapport sur l'environnement émis par la SADC et ses partenaires.

Le *Southern Africa Environment Outlook (SAEO) (Perspective sur l'environnement en Afrique Australe)* indique que les impacts du changement climatique sont déjà évidents et qu'ils s'illustrent par des changements dans la disponibilité des eaux,



mais les négociations



l'insécurité alimentaire, la montée du niveau des mers et la fonte des neiges.

Le manuel confirme que le changement climatique, y compris le réchauffement global, est bien entamé, avec des températures moyennes dans la région ayant augmenté de plus de 0,5° C au cours du siècle dernier, et les années 90s sont jugées les plus chaudes et les plus sèches. De plus, la fréquence et la sévérité des sécheresses et des inondations a augmenté.

Avec neuf des 15 États Membres de la SADC ayant un total de plus de 15 000 kms de littoral, la région serait sévèrement affectée par la hausse du niveau des mers, prévu d'atteindre 15-95 cm d'ici 2100. Bien qu'une grande partie de la hausse des mers sera attribuée à la fonte des glaces au Groenland, les glaciers montagneux continueront de fondre.

Le rendement des projets agricole SAEO diminuera de 10-20 pourcent dans certaines parties de l'Afrique australe alors que la région devient plus aride, et la propagation du moustique femelle *Anopheles* responsable du paludisme est à craindre dans des zones de la Namibie et de l'Afrique du Sud où il ne s'y trouvait pas auparavant.

On annonce de plus en plus de cyclones violents qui frappent les îles et les états côtiers, surtout dans la Chaîne du Mozambique. Le rapport avertit qu'il n'est pas possible de prédire avec certitude le timing précis, la magnitude et la nature des changements climatiques anticipés sous les effets du réchauffement global.

L'éventail de réponses adaptatives varie de purement technologiques telles que les défenses maritimes, à l'encadrement telles que les pratiques agricoles modifiées, à la politique y compris la réglementation des émissions de gaz de serre.

Les systèmes de connaissance indigène jouent un rôle essentiel pour aborder ces changements au niveau communautaire, puisque ces systèmes ont été utilisés depuis des siècles pour prédire la météorologie et protéger les eaux, les terres, les forêts, les animaux et les oiseaux d'une exploitation excessive.

Le sujet d'actualité du changement climatique tel qu'abordé dans *Outlook* est stratégique pour guider les débats et les politiques sur ce phénomène global en Afrique australe.

Les impacts du changements climatique sont déjà généralisés dans la région, allant de sociaux à économiques et environnementaux. La gamme de paludisme est en expansion, alors que l'habitat pour la vie sauvage est en mutation, et l'accès à l'eau pour l'usage domestique, industriel et agricole est devenu un obstacle en raison de l'extraction exédentaire des eaux souterraines.

Les scientifiques sont plus confiants que jamais que les humains sont la cause de tout cela, et d'autres sources soulignent que les grandes corporations sont les principales responsables, en brûlant les combustibles fossils dans la zone nord industrielle.

Cependant, suite à 13 jours d'intense négociations, la conférence de Varsovie a produit un résultat médiocre qui n'a pas abordé les craintes immédiates des pays en voie de développement.

La conférence a convenu d'un plan se montant à plusieurs milliard de dollars pour pallier à la déforestation, et c'est dans cet objectif que le tout nouveau Fond pour le Climat Écologique acheminera le financement.

Bien que la majorité des causes de changement climatique soient éloignées du point d'impact, la déforestation, qui est élevée en Afrique australe, a un impact important sur le dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

La conférence CCNUCCC, connue en tant que 19^{ième} Conférence des Parties (COP 19), convenue pour fixer "une voie" pour les gouvernements afin de travailler sur le texte provisoire d'un nouvel accord sur le climat global, à présenter à la COP 20 au Pérou en 2014, est décrite comme "phase essentielle" dans une chaîne interminable de négociations sur des négociations sur le climat global.

Ce processus est supposé être terminé lorsque les leaders mondiaux se réuniront à nouveaux pour les négociations sur le changement climatique à la COP 21 à Paris, France en 2015, et pourrait être mis en vigueur d'ici 2020.

Cependant, plusieurs facteurs sont censés influencer les progrès vers la proposition de nouveau traité sur le climat global.

Les nations développées ont promis en 2009 d'augmenter l'aide aux pays en voie de développement, afin de les aider à gérer le changement climatique, à \$100 milliards par an après 2020, à partir de \$10 milliards par an en 2010-12. Mais à Varsovie, elles ont rejeté les appels pour fixer des objectifs pour 2013-19.

Un texte provisoire a tout juste exhorté les nations développées à fixer "des niveaux plus hauts" d'assistance, à réviser tous les deux ans.

Les Nations Unies prévoient d'organiser le Sommet sur la Climatologie à New York au cours de 2014. sardc.net



La Commission du Cours d'Eau du Zambèze sera complètement opérationnelle en 2014

par Admire Ndhlovu

LA COMMISSION du Cours d'Eau du Zambèze (ZAMCOM) sera complètement opérationnelle en 2014 suite à l'achèvement de tous les niveaux de la structure.

Le Conseil des Ministres, l'organe politique longtemps attendu de ZAMCOM, fut constitué en 2013 permettant ainsi les opérations complètes de la commission permanente.

ZAMCOM est une organisation de bassin riverain instaurée par les pays qui partagent le Bassin Riverain du Zambèze "dans le but de promouvoir l'utilisation équitable et raisonnable des ressources hydrologiques du cours d'eau du Zambèze ainsi que la gestion efficace et le développement durable de celui-ci", comme stipulé dans l'Accord ZAMCOM 2004 et en accord avec le Protocole SADC 2000 amendé sur les Cours d'Eau Communs.

Le Bassin du Fleuve du Zambèze s'étend en partie sur huit États Membres de la SADC – Angola, Botswana, Namibie, Malawi, Mozambique, République Unie de la Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

La ZAMCOM est gouvernée par trois organes -- le Conseil des Ministres, la ZAMTEC, et le Secrétariat.

Le Conseil des Ministres est le département de prise de décision, tandis que la ZAMTEC est un comité consultatif technique.

Le Secrétariat (ZAMSEC), dirigé par un Secrétaire Général, apporte la gestion d'ensemble, soutenu par l'Unité d'Exécution de Projet et des composants de groupe de travail.

Le Conseil de la ZAMCOM est l'apex des organes gouvernants de la Commission. Les tâches du Conseil incluent l'adoption de politiques et de décisions, fournissant orientation, approuvant et supervisant l'exécution des plans, programmes et projets de la Commission.

Le Conseil est responsable d'approuver les budgets annuels et les comptes de ZAMCOM, ainsi que de déterminer la contribution annuelle de chaque État Membre vers le budget.

La session inaugurale du Conseil a élu l'Angola pour servir de premier Président, avec le Botswana comme vice-président jusqu'à la prochaine session annuelle ordinaire en 2014.

Dans son discours d'investissement, le Ministre de l'Énergie et des Eaux de l'Angola, Son Excellence João Baptista Borges, a annoncé que parmi de nombreuses décisions censées être prises par le Conseil figurent celles des problèmes

importants affectant plus de 40 millions de personnes qui vivent dans le bassin riverain, en particulier les problèmes relatifs au changement climatique et la variabilité d'adaptation.

Un moment marquant de la session inaugurale fut l'annonce par la Zambie, seul pays à n'avoir pas encore signé l'Accord de la

ZAMCOM, qu'il est prêt à accepter l'accord. Il est rapporté que le cabinet malawien contemple également d'accepter l'accord. *The Zambezi*



Structure de Gouvernance ZAMCOM

Les jeunes jouent un rôle essentiel dans la gestion durable des eaux

LES OBSTACLES émergents et complexes de la gestion des ressources du Zambèze et autres bassins riverains en Afrique australe exigent des solutions novatrices et en leur qualité de futurs gardiens des ressources, les jeunes ont un rôle essentiel à jouer.

Au cours de l'année passée, les jeunes gens ont participé aux niveaux national, de bassin et régional, et renforcé leurs compétences de gestion des eaux lors de conférences et ateliers.

La 3^{ème} Conférence Régionale des Jeunes Professionnels des Eaux de l'Afrique Australe tenue en Afrique du Sud en juillet 2013 a

fourni une plateforme pour les jeunes chercheurs et praticiens du secteur des eaux afin de débattre sur les questions clés de la gestion des ressources hydrologiques.

Ceci fut suivi d'une conférence sur le Partenariat des Eaux Globales organisée par l'Équipe d'Action sur les Eaux des Jeunes du Botswana, visant à obtenir des réactions chez ces derniers et de préparer une Stratégie post 2014 sur la Jeunesse et les Eaux avec des programmes d'exécution et des mécanismes précis.

Le Conseil des Ministres Africains sur l'Hydrologie (AMCOW) a reconnu les jeunes en tant que groupe intervenant essentiellement durant sa 6^{ème} Session Ordinaire à Brazzaville, Congo en mai 2007 et a déclaré qu'il souhaiterait "inclure tous les intervenants, en particulier les femmes, les jeunes et les parlementaires dans les prises de décision au niveau local pour reporter les actions de l'AMCOW."

La Stratégie AMCOW sur les Jeunes et l'Eau sera bientôt présentée afin de préparer un programme post-2015 pour faire suite aux aspects relatifs des Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs). r

Le Zimbabwe accueille le siège de la ZAMCOM

LE SIÈGE permanent de la Commission du Cours d'Eau du Zambèze qui sera instauré en janvier 2014 sera accueilli par le Gouvernement du Zimbabwe dans la capitale, Harare.

Ceci émerge des recommandations du comité consultatif technique, ratifiées par le Conseil des Ministres, d'accepter l'offre du Zimbabwe d'accueillir le siège de la ZAMCOM.

Le Secrétariat Transitionnaire de la ZAMCOM était basé à Gaborone, Botswana depuis son inception en 2011. Les objectifs principaux du secrétariat transitoire, établi en mai 2011, étaient de démarrer l'opérationnalisation de l'accord de

la ZAMCOM, ainsi que de soutenir l'instauration des organes prérequis de la Commission dont le secrétariat permanent.

Le Secrétariat de la ZAMCOM sera dirigé par un Secrétaire Général (SG) responsable de la gestion quotidienne de la commission, y compris la facilitation, coordination et exécution des activités telles qu'approuvées par le Conseil. Le SG doit faire un rapport annuel de la ZAMTEC sur les activités, programmes et projets prévus, initiés ou exécutés, et doit également faire un rapport annuel au Secrétariat de la SADC. r

Le trafic humain en Afrique australe La SADC conçoit une réponse régionale

par Joseph Ngwawi

LE TRAFIC de personnes est un problème international important mais le peu de documentation en Afrique australe dissimule l'étendue réelle de cette forme d'esclavage moderne.

Malgré son profil en hausse dans nombre de régions du monde, et les efforts pour sensibiliser le public sur ce problème en Afrique australe, la région demeure un terrain fertile pour les trafiquants qui capitalisent sur les vulnérabilités créées par plusieurs facteurs.

Il s'agit de conflit, de pauvreté, d'accès limité aux services de santé et à l'éducation, de disparité des sexes, de chômage élevé, et d'un manque généralisé d'opportunités, surtout pour les femmes.

A cet égard, la pauvreté et les inégalités sont des obstacles importants sévissant dans la SADC, avec des impacts négatifs sur de nombreux aspects du développement social et humain.

La Conférence Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement a remarqué en 2008 que la pauvreté affecte jusqu'à 45 pourcent de la population de la région et est particulièrement aiguë parmi les groupes vulnérables tels que les foyers ruraux et péri-urbains, et les familles dirigées par des personnes âgées et des enfants.

Qu'est ce que le trafic de personnes (TIP)?

Selon le Protocole des Nations Unies (2000), populairement baptisé Protocole de Parlermo, qui se réfère au recrutement, transport, transfert, cachant ou recevant des personnes en usant de menaces ou en utilisant la force pour des objectifs d'exploitation.

Une distinction doit être faite entre le TIP et la contrebande, bien qu'il existe des liens entre les deux.

Le trafic de personne se réfère à la circulation illégale d'un individu dans un pays dans lequel il/elle n'est pas un ressortissant ou un résident permanent. L'individu est assisté contre paiement par les organisations criminelles pour traverser dans un autre pays.

La contrebande se termine avec l'arrivée des migrants dans le pays de destination tandis que le trafic implique l'exploitation continue des victimes dans le but de générer un profit illicite pour les trafiquants.

La contrebande est toujours transfrontalière tandis que le trafic peut se pratiquer à l'intérieur et à l'extérieur d'un pays.

L'exploitation de victimes de TIP prend plusieurs formes.

Les victimes, surtout des femmes et des enfants, sont souvent persuadées de quitter leur foyer avec de fausses promesses de travail mais sont

plus tard soumises à l'exploitation sexuelle, le travail forcé, l'esclavage ou le prélèvement d'organes.

Le modus operandi utilisé par les organisations inclut les fausses annonces dans la presse pour des emplois en villes ou dans d'autres pays.

Dans d'autres cas, de jeunes enfants sont kidnappés ou vendus pour travailler dans des usines, des plantations ou des ateliers clandestins; les jeunes hommes sont forcés de travailler dans les marchés de travail tels que l'agriculture et les industries textiles pour très peu ou pas de rémunération; et les bébés ou les très jeunes enfants sont volés ou achetés pour adoption illégale.

Les représentants de 12 États Membres de la SADC se sont réunis à Johannesburg, Afrique du Sud, en décembre pour faire le bilan du problème de TIP et développer des stratégies afin d'éliminer le trafic.

La responsable de l'Unité SADC sur la Parité des Sexes, Magdeline Mathiba-Madibela a déclaré que ce n'est "plus un problème de sécurité mais un problème de droit de l'homme qui affecte notre société" et elle exhorta les pays de l'Afrique australe à "rompre le silence".

Plusieurs initiatives ont été introduites par les États Membres de la SADC, y compris d'ébaucher une législation afin de maîtriser ce vice.

Huit des 15 États Membres ont des législations spécifiques qui ont abordé la question de trafic humain. Il s'agit du Lesotho, Madagascar, Île Maurice, Mozambique, Afrique du Sud, Swaziland, République Unie de la Tanzanie et Zambie.

Le Mozambique a été un des défenseurs dans ce domaine, promulguant une nouvelle loi compréhensive contre le trafic humain qui prescrit des

sanctions de 16 à 20 ans d'emprisonnement pour ceux qui sont reconnus coupables.

Cinq autres pays ont des projets de lois à divers stades de développement – Botswana, Malawi, Namibie, Seychelles et Zimbabwe.

Avec l'Angola et la République Démocratique du Congo (RDC), ces cinq utilisent actuellement plusieurs documents de législation pour aborder la question de trafic humain.

Malgré ces développements positifs, la région est encore confrontée à une myriade d'obstacles à cet égard, y compris la nature évolutive des tactiques utilisées par les trafiquants et l'absence de données précises.

Afin d'aborder le problème de données rares et douteuses, le Secrétariat de la SADC se prépare à engager un consultant pour entreprendre des recherches sur l'étendue du problème.

Les représentants des États Membres ont partagé des idées et présenté les plans d'action nationale pour la période 2014-2017 durant la Conférence SADC sur l'Échange d'Information Régionale à Johannesburg tenue dans le cadre du programme régional soutenu par l'Union Européenne.

Les plans d'action nationale, qui incluent des mesures pour améliorer la collecte et le partage de données et une meilleure coopération transfrontalière, seront incorporés dans un projet régional quinquennal de mise en oeuvre à développer par le Secrétariat.

Cela alimentera le Plan SADC décennal d'Action Stratégique pour Combattre le Trafic de Personnes, en particulier les Femmes et les Enfants – qui s'étend de 2009 à 2019. r



Coopération Sino-Africaine

Un partenariat pour le 21^{ème} siècle

par Kizito Sikuka

LE 21^{ÈME} siècle est le témoin de relations économiques croissantes entre la Chine et l'Afrique, avec cette première émergeant comme principale partenaire commerciale de l'Afrique.

Par exemple, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a rapidement augmenté d'environ US\$10 milliards en 2000 à plus de US\$198 milliards en 2012, selon le récent document de haut commerce sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique publié en août par le gouvernement chinois.

Durant la même période, le développement de la Chine s'est également accéléré à un rythme plus rapide que la plupart des pays en voie de développement et développés, dépassant le Japon en 2011 comme deuxième plus large économie au monde.

Cette relation Sino-Africaine en plein essor et la remarquable croissance socio-économique chinoise a attiré l'attention mondiale puisque la communauté globale veut apprendre de cette expérience.

Rassemblés à Harare, Zimbabwe, pour un symposium Chine-Afrique tenu à la fin du mois d'octobre, des académiques et législateurs des deux régions ont identifié un nombre de leçons importantes qui pourraient être tirées de l'expérience de développement en Chine pour accélérer le programme d'intégration africaine.

Une telle leçon était la nécessité pour l'Afrique d'utiliser ses différents groupes ethniques de manière positive afin de stimuler le développement.

Par exemple, la Chine compte 56 groupes ethniques mais est parvenue à rester unie, "avec les villes en compétition entre elles, et les villages entre eux" d'une manière positive plutôt que destructrice.

Cette compétition a permis au pays de se développer à un taux

plus rapide que la plupart des nations.

Le symposium a remarqué que l'Afrique pourrait beaucoup profiter de cette coopération avec la Chine si le continent développe une politique claire et commune sur la coopération Sino-Africaine. Pour l'heure, l'Afrique manque de position commune sur la Chine, affectant son niveau d'engagement avec la nation asiatique.

Il fut également noté que l'Afrique doit apprendre à aborder ses propres difficultés sans compter sur les influences externes.

Cette attitude a été critique pour le développement de la Chine d'aujourd'hui, alors que la Chine a montré que le développement est possible en utilisant une voie différente de celle de l'Ouest.

Le rôle des groupes de réflexion dans la promotion du développement en Chine était une autre leçon essentielle que l'Afrique se doit d'imiter dans son programme développemental.

Les groupes de réflexion en Chine travaillent étroitement avec le gouvernement, offrant des critiques constructives sur les programmes gouvernementaux et des conseils techniques et politiques aux autorités.

Ceci est en contraste net avec l'Afrique où le gros des groupes de réflexion considère leur rôle comme devant formuler des critiques et même antagoniser les gouvernements et non pas offrir des solutions.

Prenant la parole durant le symposium, le Ministre Adjoint



Ministre Adjoint Christopher Mutsvangwa

des Affaires Étrangères du Zimbabwe, Christopher Mutsvangwa indiqua que la Chine et l'Afrique ont beaucoup à apprendre de l'une l'autre, ajoutant que le partenariat est essentiel dans le nouvel ordre global.

"L'émergence de la Chine sur la scène globale a ravivé les perspectives de l'Afrique de plusieurs manières," déclara t-il.

Il précisa que l'intensification de l'engagement entre la Chine et l'Afrique ces dernières décennies a été mutuellement bénéficielle et a vu "l'Afrique continuer de jouir d'une croissance socio-économique à un taux plus rapide que certains continents."

Ceci est un événement important, surtout lorsque comparé à plus de 40 ans d'engagement africain très peu productif avec l'Europe et d'autres pays de l'Ouest.

L'Ambassadeur chinois au Zimbabwe, Lin Lin acquiesça, disant que l'Afrique a joué un grand rôle dans le développement chinois car "nos frères et soeurs africains ont contribué à introduire la Chine aux Nations Unies."



Ambassadeur Lin Lin

Il a, cependant, mis la Chine et l'Afrique en garde contre certains éléments qui ne souhaitent pas que la relation prospère.

"Il y a toujours des individus qui observent les relations Chine-Afrique avec suspicion et une mentalité de Guerre Froide, posant des critiques sans fonds et des attaques contre la coopération Sino-africaine," dit-il.

De telles pratiques, ajoute t-il, ont perturbé le momentum du développement sain et stable de la coopération sino-africaine.

Cependant, il fut noté que les deux parties devraient voir plus d'opportunités que d'obstacles puisque la relation est "solidement basée sur la confiance et la coopération."

Le symposium Sino-africain tenu du 22 au 24 octobre fut organisé par le Centre de Recherche et Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) et l'Ambassade de Chine au Zimbabwe.

Plus de 40 intellectuels, officiels du gouvernement et législateurs venant de Chine et d'Afrique, y compris des hommes, des femmes et des jeunes ont participé au symposium.

Les intellectuels africains venaient de l'Afrique australe, de l'est et de l'ouest y compris le Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe, ainsi que l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal.

Le symposium était financé par le Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) à travers le Programme d'Echange et de Recherche Jointe Chine-Afrique.

FOCAC fut instauré par les dirigeants chinois et africains lors de leur sommet inaugural en 2000 afin d'élaborer un nouveau type de partenariat stratégique, et ils continuent de se réunir à intervalles réguliers pour réviser les progrès et discuter de projets d'avenir.

Le thème principal du symposium était "Cinquante ans de Coopération Chine-Afrique: Contexte, Progrès & Importance - Perspectives Africaines sur les Relations Chine-Afrique et Expérience du Développement de la Chine." r



RDC, les rebelles signent un accord de paix

LE GOUVERNEMENT de la République Démocratique du Congo a signé un accord de paix avec les rebelles, responsables de l'insurrection de deux ans qui a déstabilisé la partie est du pays.

L'accord de paix, signé au Kenya le 12 décembre, est basé sur un consensus antérieur durant les négociations tenues en Ouganda.

Il met fin à la plus sérieuse rébellion en RDC des deux dernières décennies et survient un mois après que l'armée Congolaise ait vaincu les rebelles du M23 dans l'est du pays.

Un communiqué concerté publié par les deux parties indique que l'accord comprend deux déclarations et 11 points.

Les documents incluent un engagement par le M23 de cesser toutes activités armées et de se transformer en parti politique.

Le traité décrit également les mesures visant à parvenir à la stabilité à long-terme, la réconciliation et le développement dans l'est de la RDC. Celles-ci contiennent une amnistie pour les membres du M23 pour actes de guerre ou insurrection et

la démobilisation d'anciens membres du M23.

L'accord de paix fait suite à l'annonce d'un cessez-le-feu par les rebelles du M23 pour terminer le conflit dans l'est du pays. Les rebelles du M23 ont annoncé un cessez-le-feu en novembre après qu'ils aient été vaincus par les forces gouvernementales soutenues par des forces de maintien de la paix provenant de la SADC, l'Union Africaine et les Nations Unies.

L'accord fut différé en raison des différends entre le gouvernement de la RDC et les

rebelles sur le processus menant à la signature du traité.

Le gouvernement de la RDC a insisté qu'il signerait l'accord à la seule condition que le M23 fasse une déclaration publique renonçant à la rébellion, en contrepartie de laquelle le gouvernement ferait une déclaration publique d'acceptation.

Le M23, cependant, voulait procéder à la signature de l'accord sans déclaration.

Censément soutenu par le Rwanda et l'Ouganda voisins, mais apparemment abandonné par leur sponsors en raison de la pression internationale, le M23 a annoncé que leur insurrection de 18 mois, commencé le 20 novembre 2012 lorsqu'ils ont envahi et saisi la ville de Goma, était terminée.

"Le chef de cabinet et les commandants de toutes les unités principales ont exigé de préparer les troupes pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration sur les termes à approuver avec le gouvernement du Congo," précise dans une déclaration le leader du M23 - Bertrand Bisimwa.

L'admission publique par les rebelles du M23 fut accueillie par une délégation du Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement et la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL), qui s'est rassemblée en début novembre à Prétoria, Afrique du Sud.

La Délégation du Sommet a exhorté la SADC et les États Membres de la CIRGL à céder les forces négatives à leurs pays d'origine dans l'esprit du Cadre de l'ONU pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région."

Ceci en référence aux troupes voisines du Rwanda et de l'Ouganda censées combattre aux côtés des rebelles dans l'est de la RDC. r

La SADC condamne les attaques du Renamo au Mozambique

LES DIRIGEANTS de l'Afrique australe ont condamné les récentes activités armées du Renamo au Mozambique, qui ont menacé la paix et la stabilité dans la région.

La Résistance Nationale Mozambicaine (Renamo) - un parti politique conservateur au Mozambique dirigé par Afonso Dhlakama - est retourné dans la brousse après avoir déposé ses armes il y a 21 ans.

L'insurrection est censée renverser le gouvernement légitime mozambicain mené par le Président Armando Guebuza du Frelimo.

Depuis que les activités armées ont éclaté cette année dans le district central de Gorongosa, plusieurs personnes ont été tuées ou blessées.

Réunie à Prétoria, Afrique du Sud, à la Conférence Internationale-SADC concertée du sommet de la Région des Grand Lacs, les dirigeants de l'Afrique australe ont condamné les activités armées du Renamo et ont exhorté le groupe rebelle à stopper sa rébellion.

"Le Sommet joint a fortement condamné les récents actes de violence perpétrés par le



Le Mozambique déploie des troupes pour contrer les activités armées du Renamo

Renamo en République du Mozambique et conseille vivement au Renamo de cesser sur le champ les actes de violence," indique une portion de la déclaration émise par les dirigeants.

Afin de trouver une solution durable au problème, Président Guebuza a invité Dhlakama pour une entrevue.

Cependant, le Renamo a ignoré l'invitation. L'entrevue entre les deux leaders est considérée comme la seule manière d'éliminer l'impasse après que des mois de dialogue entre le Renamo et le gouvernement ait échoué à produire des résultats.

Guebuza a déclaré qu'il souhaitait tenir les pourparlers "par respect pour les souhaits du peuple mozambicain," ajoutant que "la solution est dans le dialogue. Ce n'est pas une solution militaire."

Le Président sud-africain Jacob Zuma a critiqué le Renamo pour avoir refusé l'invitation au dialogue.

Pour nombre de mozambicains, la crise a les échos incomfortables de 16 ans de guerre civile entre le Renamo et Frelimo le parti au pouvoir qui a causé de nombreux décès. La paix n'est revenue au Mozambique qu'en 1992 lorsque les deux partis ont signé un traité de paix. r





Annnonce des résultats officielles des élections locales du Mozambique

LA COMMISSION électorale du Mozambique a annoncé les résultats officiels des élections municipales tenues en novembre, révélant les gains importants d'un nouveau parti d'opposition.

Le parti Frelimo a remporté 50 zones urbaines, mais a perdu trois des quatre plus grandes villes au profit de l'opposition qui a également gagné des sièges du conseil à travers le pays, dans toutes excepté deux des zones urbaines.

Selon les résultats officiels annoncés le vendredi par la Commission Électorale Nationale (CNE), le parti Frelimo a gagné la mairie et le conseil dans 50 zones urbaines mais a perdu Beira et Quelimane au profit du Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM).

Les résultats ne sont pas encore officiels pour la ville de Nampula où les élections ont dû être reconduites pour cause d'irrégularités, mais les résultats préliminaires révèlent un gain pour le MDM, et Frelimo a admis la défaite.

Cela laisse la capitale, Maputo, avec le parti Frelimo



Le Président mozambicain, Armando Guebuza vote à Maputo

après avoir raclé 37 des 64 sièges au conseil.

Le candidat gagnant du Frelimo pour la mairie de Maputo, David Simango, a un nom très similaire au leader de l'opposition qui est le maire de Beira, Daviz Simango.

Les résultats officiels ne sont pas encore validés par la proclamation du Conseil

Constitutionnel. Les deux parties ont exprimé leur satisfaction concernant leur performance.

C'est la première fois que le MDM a présenté des candidats du parti pour contester aux élections locales depuis la rupture d'avec le Mouvement de Résistance du Mozambique (Renamo) en 2009.

Daviz Simango fut élu maire de Beira pour la première fois en 2003 pour le Renamo, et en 2008 en tant que candidat indépendant, avant de former le MDM pour contester les élections nationales en 2009.

Il remporta 8,6 pourcent des votes aux élections présidentielles en 2009, comparé à 16,4 pourcent pour le leader du Renamo, Afonso Dhlakama, et 75 pourcent pour le Président en exercice Armando Guebuza se présentant pour un second mandat.

Le MDM est désormais bien placé pour contester les élections nationales en 2014, et prévoit de tenir son premier congrès national en décembre. Simango a déjà annoncé qu'il contestera la présidence du pays aux élections nationales prévues pour le 15 octobre.

Président Guebuza termine son second mandat et ne se représentera pas, mais Frelimo n'a pas encore annoncé son candidat pour le remplacer.

Le MDM a également déclaré son intention de gagner une majorité au parlement, où il possède huit sièges remportés aux élections de 2009, des 51 du Renamo et 191 remportés par Frelimo.

Les élections parlementaires du Mozambique utilisent un système de représentation proportionnelle par province, plutôt que par circonscriptions individuelles et le vote dans les villes principales aura un impact.

Cependant, Renamo a continué de menacer la stabilité avec une série d'attaques armées au centre du pays, plus récemment dévalisant un poste de police et un centre médical en début décembre à Tica, quelques 75km au nord-ouest de Beira, après que le ministère de la défense ait annoncé que 10 personnes ont péri dans les attaques des six dernières semaines. *sardc.net*

Madagascar prête pour le deuxième tour des présidentielles, et les élections parlementaires



MADAGASCAR EST prête à tenir les élections pour choisir un nouveau président et les membres du parlement en développement sont censés signaler la conclusion d'un long processus afin de restorer l'ordre constitutionnel dans l'Île de l'Océan Indien perturbée par l'instabilité depuis 2009.

Madagascar était prête à tenir un second tour le 20 décembre après qu'aucun candidat présidentiel n'ait amassé suffisamment de votes pour être déclaré vainqueur immédiat suite aux élections tenues fin octobre.

L'ancien Ministre de la Santé Jean-Louis Robinson et l'ex-

Ministre des Finances Hery Rajaonarimampianina ont mené le premier tour des élections présidentielles avec 21 et 16 pourcent des votes, respectivement, mais ont échoué à gagner suffisamment de votes pour une nette majorité.

La Constitution de Madagascar requiert qu'un candidat présidentiel récolte 50 pourcent-plus-un du total des votes dans les élections nationales pour être déclaré président.

Le deuxième tour des présidentielles aura lieu simultanément aux élections pour sélectionner les membres de l'Assemblée Nationale.

Madagascar était au prise au chaos suite à un coup militaire qui a évincé le président élu de Madagascar en mars 2009.

Les élections étaient le résultat des efforts de médiation de la SADC mené par l'ancien président mozambicain, Joachim Chissano.

Le nouveau Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a remarqué que le succès des élections devraient marquer un "nouveau début" vers la réconciliation et la reconstruction nationales, et amener la stabilité et le développement à Madagascar. r

Évènements Décembre 2013-Février 2014

Décembre	
1 Décembre, Global	Journée Mondiale du SIDA Le thème global pour la Journée Mondiale du SIDA, annoncée en 2011 pour jusqu'en 2015, implique trois messages: Zéro Nouvelles Infections HIV -- Zéro Discrimination -- Zéro Décès Liés au SIDA. Les gouvernements et les acteurs non étatiques choisiront un ou tous les Zéros qui sied au mieux leurs situations respectives.
2-5, Afrique du Sud	Conférence de partage d'informations régionales de la SADC sur le trafic de personnes, en particulier les femmes et les enfants L'objectif principal de la conférence est de fournir aux délégués une opportunité de partager expériences, données et informations sur la portée du trafic de personnes et des programmes exécutés ainsi que des leçons apprises parmi les États Membres de la SADC.
10-12, Botswana	Atelier régional de la SADC pour une stratégie de développement durable L'atelier vise à développer une Stratégie Compréhensive Régionale pour le Développement Durable et un Plan d'Action qui incluent les éléments de croissance écologique et l'économie écologique prenant en compte les recommandations prioritaires identifiées par le processus de révision régionale sur le développement durable; et les résultats de la conférence Rio+20.
13-17, Mozambique	3ième Session Ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine des Ministres Responsables du Développement des Ressources Minérales Présenté sous le thème "Profiter de la Vision de l'exploitation minière africaine pour la Renaissance de l'Afrique: Vers une Participation plus Large", la conférence rassemble les ministres responsables de l'exploitation minière et les experts afin de discuter plusieurs problèmes, entre autres l'adoption du plan commercial pour le tout nouveau Centre pour le Développement des Minéraux Africains.
Janvier	
20-22, Abu Dhabi	Sommet Mondial 2014 sur l'Énergie Future (WFES 2014) Le sommet sera consacré aux énergies renouvelables, à l'efficacité de l'énergie et aux technologies non-polluantes. WFES 2014 présentera aux participants du secteur de l'énergie une opportunité unique pour rencontrer leurs pairs, échanger des technologies, partager les meilleures pratiques et former des partenariats commerciaux.
24-31, Éthiopie	22ième Session Ordinaire de l'Union Africaine Les Chefs Africains d'États et de Gouvernement se réuniront pour la 22ième Session Ordinaire de l'Union Africaine, précédée de réunions techniques des officiels et du Conseil des Ministres. L'Assemblée de l'UA proclame 2014 "Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire" et ce sera également le thème de la 22ième Session Ordinaire de l'Assemblée.
26-27, Zimbabwe	TIC de l'Afrique Australe pour le Sommet 2014 sur l'Éducation Le sommet rassemblera les législateurs TIC de la région, des régulateurs, et des professionnels à travers la région SADC afin de partager connaissance et réseau avec les leaders de l'industrie de par le monde et de développer des stratégies pour l'année à venir.
Février	
18-22, Kenya	27ième Session du Conseil d'Administration du Forum Global Ministériel sur l'Environnement Ce sera la première session universelle du Conseil d'Administration du Forum Global Ministériel sur l'Environnement. Il examinera les problèmes émergents de la politique environnementale. Elle vise à promouvoir la coopération internationale et à fournir des conseils de politique générale pour la direction et la coordination des programmes environnementaux au sein du système des Nations Unies.
18-20, Afrique du Sud	Indaba sur l'Énergie en Afrique Cette conférence annuelle rassemble des experts internationaux et continentaux pour partager les aperçus et les solutions des problèmes d'énergie en Afrique, tout en explorant simultanément les vastes opportunités de développement de l'énergie en promotion sur le continent.

L'AFRIQUE
AUSTRALE

SADC AUJOURD'HUI Vol 16 No 1 December 2013

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danaï Majaha, Shirley Pisirai

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2013

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanh

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 www.sadc.int, herald.co.zw, source.co.zw; P2 nehandaradio.com, cfr.org, theguardian.com; P4 www.comesa.int, www.eac.int, www.sadc.int, lusakavoice.com, wikimedia.org, herald.co.zw, dailynews.co.tz, newstimes.co.rw; P5 panoramio.com, P6 internationalrivers.org; P7 swapoparty.org; P8 www.cop19.gov.pl, spau.int, 123rf.com, nationalgeographic.com, edition.cnn.com; P9 herald.co.zw, environment.go.ke, 123rf.com, shutterstock.com; P10 hararecity.co.zw, ZAMCOM; P11 interpol.int, theguardian.com; P12 SARDC; P13 actionaid.org, presstv.ir, voanews.com, timeslive.co.za; P14 herald.co.zw; P16 nbc.ca

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net
Connaissance pour le Développement



25 ans après

Traité de paix Angola, Cuba, Afrique du Sud

VINGT CINQ ANS ont passé depuis la signature historique de l'accord de paix entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud qui a en fin de compte pavé la voie de l'indépendance éventuelle de la Namibie.

Suite à la signature de l'accord du 22 décembre 1988, l'ancien Président sud-africain P.W. Botha proclamait qu' "une ère nouvelle a commencé.... Nous voulons être acceptés par nos frères africains. Nous avons besoin de l'un l'autre."

La participation de l'Afrique du Sud en Angola commença en août 1975. A partir de 1978 l'Afrique du Sud avait effectué plusieurs incursions militaires en territoire angolais et les avait intensifiés en 1981 en représailles à la politique de l'Angola favorables aux forces nationalistes luttant pour l'indépendance de la Namibie voisine du joug de l'Afrique du Sud.

Le tournant fut une bataille massive à la fin de 1987.

Cuito Cuanavale, une petite ville dans la zone retirée du sud-est de l'Angola, dont l'importance stratégique en tant que piste d'atterrissage et son usage en tant que base de transfert de défense aérienne pour le sud de l'Angola, l'ont transformé en terrain de bataille pour un test militaire des volontés.

Les Forces de Défense Sud-Africaine ont déployé 9 000 soldats, y compris les unités namibiennes, ont engagé son équipement militaire le plus sophistiqué sous forme d'artillerie longue portée, chars d'assaut, véhicules blindés et couverture massive de force aérienne.

En réponse à cette massive formation militaire, les combattants cubains étaient engagés pour la première fois en 11 ans dans le combat du sud.

Auparavant, les cubains avaient été des troupes en garnison, possédant des installations clés en retrait et formant des soldats du gouvernement.

Le conteste entre l'aggression sud-africaine et la capacité angolaise à se défendre, a causé des pertes sévères et la destruction d'équipement dans les deux camps, mais la ville extrêmement fortifiée a tenu.

Cette rencontre historique a signalé le début de sérieuses négociations malgré la continuation des combats.

Les négociations ont eu lieu à Cuba et en Angola, d'une part, et en Afrique du Sud, d'autre part, à Londres en mai 1988, sous l'arbitrage des Etats Unis.

Elles furent suivies d'une rencontre entre les deux superpuissances, les USA et l' Union Soviétique, à Lisbonne, Portugal, où un plan de paix a structuré le retrait des forces cubaines et sud-africaines au cours de l'année.

Une série de consultations exploratoires ont continué.

Le 22 décembre 1988 l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud ont signé un accord de paix tripartite à New York.

Selon l'accord, le processus pour l'indépendance de la Namibie devait commencer le 1er avril 1989.

Le retrait progressif d'environ 50 000 soldats cubains devait avoir lieu jusqu'en juillet 1991; il impliquait l'échange de prisonniers de guerre; et une condition supplémentaire était le départ de quelques 6 000 cadres du Congrès National Africains de l'Angola.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a, en conséquence, sanctionné la formation de la Mission de Vérification ONU Angola (UNAVEM) afin de superviser le retrait des troupes cubaines.

L'accord imbriquait délicatement les intérêts parmi les trois parties et a mis fin à deux longs conflits: les 13 ans d'hostilité entre l'Afrique du Sud et les forces angolaises soutenues par Cuba et une guerre de 22 ans entre les combattants angolais pour la liberté de l'Organisation du Peuple de l'Afrique du Sud-Ouest (SWAPO) et des forces sud-africaines. r



Reconnaissant pour le soutien de Cuba

"LA BATAILLE de Cuito Cuanavale a signalé la fin du régime colonial d'apartheid de la minorité blanche en Afrique et la libération totale du continent africain. Nous sommes extrêmement reconnaissants et demeurons redevables aux Forces Cubaines Internationalistes qui ont combattu à nos côtés, y compris le versement de leur précieux sang pour la libération totale de l'Afrique." – Le premier président post-indépendance de la Namibie, Sam Nujoma, dans un discours à l'occasion du 45ième anniversaire de l'Organisation des Peuples d'Afrique, Asie et Amérique Latine (OSPAAAL) en 2011.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

pour la période Décembre 2013 – Février 2014

1 décembre	Journée Incwala	Swaziland
8 décembre	Immaculée Conception	Les Seychelles
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
17 décembre	Jour Férié	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
23 décembre	Jour Férié	Zimbabwe
25 décembre	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
	Noël	Toutes la SADC
26 décembre	Journée de bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée des Boîtes	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
1 janvier	Nouvel An	Toutes la SADC
2 janvier	Jour Férié	Botswana, Ile Maurice
4 janvier	Journée des Martyrs	RDC
12 janvier	Journée de la Révolution de Zanzibar	Tanzanie
15 janvier	Journée John Chibemwe	Malawi
	Journée Maulid	Tanzanie
16 janvier	Journée des Héros (Laurent Kabila)	RDC
17 janvier	Journée des Héros (Patrice Lumumba)	RDC
	Thaiposam Cavadee	Ile Maurice
31 janvier	Festival du Printemps Chinois	Ile Maurice
1 février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Ile Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola